

La Gazette Jaune de Grenoble

Edition du 8 au 15 Juin 2019

A LA UNE

Privatisation des barrages: Eau secours!



La question de la privatisation des barrages hydro-électriques est un enjeu crucial dans la folle politique macronienne: nous devons nous battre afin de garder notre indépendance énergétique! La privatisation d'EDF en 2004 a inévitablement amené à la mise en concurrence de cette dernière avec les autres opérateurs européens. EDF est devenue une entreprise comme les autres, elle est soumise aux mêmes règles de marché que ses concurrentes et est forcée de vendre à très bon marché. Il existait 4 autres alternatives pouvant nous éviter de privatiser nos barrages.

Pourquoi vendre des édifices amortis et rentables, nous garantissant une autonomie économique et écologique à des actionnaires qui ne cherchent qu'à s'enrichir?

Quand les barrages vont déborder, sera-t-il encore question de ruissellement?

AGENDA

Samedi 15 Juin – ACTION CITOYENNE de résistance de 12h à 17h sur le barrage de Saint-Égrève

Dimanche 16 Juin – AG Gilets Jaunes Grenoble à 14h à Cap Berriat

Lundi 17 Juin – Réunion du DAL 38 Front contre les expulsions à 18h 6 rue Jay à Grenoble

Retrouvez-nous sur notre page Facebook:

<https://www.facebook.com/La-Gazette-Jaune-de-Grenoble-437256427027373>

Gazette gratuite

La Gazette Jaune de Grenoble

Edition du 8 au 15 Juin 2019

Le Gilet Jaune de la semaine

Gérard COLLOMB: ça passe pas!

L'Ex-ministre LREM de l'intérieur, Gérard Collomb, aujourd'hui maire de Lyon et président de la Métropole, se voit discrédité par une perquisition.

Il est soupçonné d'emplois fictifs et de financements occultes. Il était parti du gouvernement le 3 Octobre dernier, alors qu'il avertissait sur l'imminence de la « crise ». Un relent de l'histoire Fillon qui, à 8 mois des municipales, indisposera sans doute Gérard pour un moment.



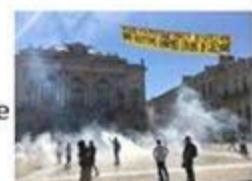
DÉPÔT PLIS DE VINCENT FINS, C'EST COMME SI GEORGES CELLOPS, MÉTIER MUR, AVAIT RÉINVENTÉ LE PLUMICOURT EMPLOI MANUFACTURE



Répression à Montpellier: l'Acte de trop

« L'Acte de trop » titrait MidiLibre, journal traditionnellement à genoux devant la Macronie... Sauf que trop, ce n'est sans doute pas assez. Et que la seule chose véritablement « de trop » ici, la seule chose dont on se passerait bien, et à jamais, c'est de cette répression policière, brutale, terrible, qui débute aux alentours de midi et demi pour ne cesser que 8 heures plus tard.

Vers 16 heures, naissait alors une rumeur faisant état d'un décès chez les médics, puis d'un coma, ou d'une mort cérébrale, on ne savait pas trop, tout cela était assez confus. Ces rumeurs se sont heureusement révélées fausses, mais elles disent bien le degré de violence qui fut atteint cet après-midi là. Oui, effectivement, un flic aurait parfaitement pu tuer quelqu'un !



Un toit c'est un droit!

En saisissant la justice pour invalider l'arrêté « anti-remise à la rue » voté par le Conseil Municipal de Grenoble le 13 mai, la Préfecture assume vouloir continuer à jeter des familles dehors.



Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour voir les nombreuses tentes qui jalonnent Grenoble. Autant de personnes qui avaient un toit sur la tête et qui se retrouvent sans rien. Dans le pays, les expulsions sont en hausse (46 % en 10 ans) et 17 000 personnes attendent des logements sociaux. Dans l'agglomération, 18.000 logements sont vides et les logements sociaux publics sont en passe d'être vendus à des actionnaires... Mais la préfecture maintient le cap et refuse de laisser quelques miettes de protection à celles et ceux qui subissent déjà les conséquences abjectes de la politique anti-sociale du gouvernement Macron.

Dans ce combat pour la dignité, nous continuons d'appeler les habitants des villes de la Métropole et de l'Isère à saisir le maire de leur commune afin qu'il fasse voter à son tour un arrêté anti-expulsion.